



FR-Version

Frapp
1752 Villars-sur-Glâne<https://frapp.ch/fr>Genre de média: Internet
Type de média: Sites d'informations
UUpM: 190'000
Page Visits: 1'012'700**Hes**·soOrdre: 1073023
N° de thème: 375.009Référence: 93811416
Coupure Page: 1/1

Etudes

Hausse de la taxe à la HES-SO: les étudiants réagissent

Le comité gouvernemental de l'institution a décidé de porter de 500 à 700 francs la taxe semestrielle dès la rentrée académique 2025-2026.

05 novembre 2024, RadioFr. - Hugo Savary / Alexia Nichele

Les étudiants de la Haute École spécialisée de Suisse occidentale sont mécontents. Le comité gouvernemental, qui regroupe des représentants des six cantons fondateurs de l'institution, a décidé de porter de 500 à 700 francs la taxe semestrielle dès la rentrée académique 2025-2026. Pour les élèves étrangers, elle passera de 500 à 1050 francs. Une pétition contre cette hausse a recueilli plus de 3000 signatures, ont annoncé mardi les Jeunes du Parti ouvrier et populaire Suisse (POP).

La mesure sera appliquée dès la rentrée 2025. Pour Christophe Darbellay, Conseiller d'État valaisan et président du comité gouvernemental, elle est parfaitement justifiée. " Il n'est pas possible de faire autrement. Demander ce montant est particulièrement raisonnable en comparaison à d'autres cantons ou à l'international", commente-t-il.

Le comité gouvernemental précise que la taxe n'avait pas bougé depuis la création de la HES-SO il y a plus de 25 ans. Pour autant, cette hausse doit être justifiée auprès de certains élèves. Impossible de payer davantage sans pouvoir en tirer des bénéfices, expliquent certains. "Nous avons beaucoup de maquettes à faire. Par exemple, ils pourraient réduire le prix du carton, si ce n'est nous l'offrir, car il s'agit de coûts élevés", témoigne un étudiant en 1 année à la haute école d'architecture de Fribourg.

Sur le site de Fribourg, la HES-SO enseigne l'ingénierie et l'architecture (HEIA), la gestion (HEG), la santé (HEdS) et le travail social (HETS). Au total, ces écoles comptent 2198 étudiants.



Une pétition contre la hausse a recueilli plus de 3000 signatures. © Keystone